

Meeting de Lyon, lundi 16 avril 2012

Discours de François BAYROU

Merci de votre amitié et merci de votre présence !

Je veux dire une chose : J'aime cette ville, j'aime Lyon ! J'aime Lyon en raison du nombre des amis que j'ai à Lyon, en raison de ceux que j'aime et qui, parfois, habitent Lyon. J'aime Lyon en raison de notre histoire, et je veux dire ici que Raymond Barre a été, pour moi, un homme « repère ».

J'aime Lyon parce que se sont exprimés à la tribune avant moi des amis pour qui j'ai reconnaissance et affection et je voudrais dire aux plus jeunes que j'aime Lyon en raison d'une figure à laquelle j'ai si souvent pensé au cours de cette journée...

Nous étions ce matin aux Invalides pour l'hommage national à Raymond Aubrac et il se trouve que j'ai -chacun a la sienne- dans mon histoire une figure de jeune Lyonnais qui, pour moi, a servi tout au long de ma vie de marqueur, de repère et un peu d'étoile sur le chemin. C'était un jeune homme de 24 ans qui était un jeune philosophe brillantissime, un jeune philosophe chrétien, résistant au nazisme, qui a organisé les premiers mouvements de résistance avec un ami que Bernard Bosson et moi connaissions bien, qui s'appelait Maurice-René Simonnet, et il a été, le 27 juillet 1944, fusillé à Lyon place Bellecour, déchiré par les balles allemandes.

Alors, je voulais qu'à l'ouverture de cette journée, marquée par ce souvenir de la résistance, son nom fut dit à cette tribune. Il s'appelait Gilbert Dru et c'est à lui, entre autres, comme à Gabriel Péri et Estienne d'Orves que Louis Aragon a dédié ce si beau poème qui s'appelle la Rose et le réséda :

"Celui qui croyait au ciel
Celui qui n'y croyait pas
Tous deux adoraient la belle
Prisonnière des soldats
Lequel montait à l'échelle
Et lequel guettait en bas
[et cela finit par...]
La rose et le réséda".

Eh bien, celui qui croyait au ciel, c'était Gilbert Dru et c'est pour moi un honneur, une émotion, une affection, une amitié au travers du temps que d'avoir dédié cette soirée, devant vous, à sa mémoire.

Et cela a une signification d'autant plus importante aujourd'hui si l'on y réfléchit bien que, comme cela a été dit par Jean-Luc Bennahmias et Bernard Bosson avant moi, dans tous les

moments où est engagé le destin du pays, si gravement que l'on a la certitude que les choix qui vont être prononcés par le peuple sont des choix vitaux, dans tous ces moments, le peuple français, depuis soixante ans et plus, a une référence, c'est le Conseil national de la Résistance, Conseil national de la Résistance qui a unifié les sensibilités différentes, démocratiques et républicaines du pays, certains plus à gauche, d'autres plus au centre, d'autres plus à droite, avec un objet : reconstruire le pays sur un projet de société qui ne ressemblerait à aucun autre par sa justice et par ses valeurs.

Nous sommes à notre place, pas seuls, mais à notre place, les héritiers du Conseil national de la Résistance dont nous avons été, cette famille politique, parmi les fondateurs les plus centraux et les plus respectés par l'Histoire. Nous revendiquons l'héritage du Conseil national de la Résistance dans le modèle de société qui est le modèle de société français.

Et les deux valeurs du Conseil national de la Résistance qui sont tellement en péril aujourd'hui, ces deux valeurs-là sont « humanisme » et « vérité », humanisme et réalisme. Et c'est parce qu'aujourd'hui même, quelques soixante ans après, c'est cet héritage-là qui se trouve à mes yeux en danger, que je considère que l'heure est à une démarche politique nouvelle qui ne sera pas une démarche de division, mais une démarche d'unité nationale pour sauver l'essentiel de ce que nous avons bâti dans ce pays et qu'il faut projeter vers l'avenir.

Et cela fait une première différence, mais elle est massive, elle est majeure, elle est décisive, avec les autres candidatures à cette élection présidentielle car, que nous proposent-ils, les uns et les autres ? On l'a bien vu hier dans cette journée de dupes qui était une journée dans laquelle le seul message était une épreuve de force : "Nous, on a une plus grosse foule que les autres" !

Guerre de chiffres à coup, naturellement, de centaines de milliers et de millions d'euros, puisqu'il a fallu dépenser sans compter l'argent pour organiser une manifestation dans laquelle ni l'un ni l'autre n'ont rien dit aux Français, aucun message, simplement le nombre, et chacun avec des élans lyriques, des trémolos soigneusement écrits à l'avance, chacun qui s'adressait au peuple de France... En réalité, pas au peuple de France, à la moitié du peuple de France !

Chacun d'entre eux avait son peuple de France : pour les uns, la France, c'est la gauche et, pour les autres, la France, c'est la droite...

Pour nous, la France c'est la France... et elle accepte les différences et le pluralisme !

Ils ont chacun d'entre eux du "peuple de France" une vision partisane et nous avons, nous, du peuple de France une vision nationale et cela fait la différence.

La deuxième chose qui, pour moi, est tellement frappante et qui caractérise profondément le Conseil national de la Résistance dans ce qu'il a de plus beau et de plus grand, c'est qu'il s'agit d'une conception profonde, enracinée, de la démocratie dans notre pays.

Alors, je vais vous dire ce qu'est, pour moi, la démocratie. Très souvent, dans ces jours où l'on multiplie les interviews, les journalistes me disent, c'est toujours la première question, c'est d'ailleurs un énoncé très intéressant parce qu'il a évolué au cours des semaines, mais très souvent ils commencent maintenant en disant : "Bon alors d'accord, c'est vous qui dites la vérité aux Français, mais pourquoi, puisque vous dites la vérité, n'y a-t-il pas ce surgissement des sondages que l'on attendait ?"...

Et quelquefois, ils ajoutent : "Alors, au fond, est-ce que vous pensez que le peuple n'aime pas la vérité ou que le peuple ne peut pas supporter la vérité ? Est-ce que vous pensez...", m'a dit l'un d'entre eux, dans Le Monde ou Le Figaro (je ne sais plus, mais je devrais savoir la différence, parce qu'à la lecture, on s'aperçoit que les orientations ne sont pas exactement les mêmes, mais disons au passage et entre parenthèses, et peut-être que cela servira dans l'avenir, que nous acceptons volontiers qu'il y ait de grands journaux de droite en France, nous acceptons volontiers qu'il y ait de grands journaux de gauche en France, mais nous aimerions bien, au nom du pluralisme, qu'il y ait des journaux qui acceptent la différence des opinions et qui présentent de manière équitable l'ensemble du champ démocratique français !... Vous avez remarqué, au passage, que je n'ai pas dit : "Nous acceptons qu'il y ait de grands journaux de droite, nous acceptons qu'il y ait de grands journaux de gauche, nous aimerions seulement qu'il y ait un grand journal du centre", non même pas. Nous demandons le pluralisme et le traitement équitable de l'information et je suis sûr que c'est l'un des enjeux du combat que nous allons vivre -je vous en parlerai en finissant- dans cet immense enjeu que nous sommes les seuls à traiter et qui est la moralisation de la vie publique dans notre pays)...

...Je disais démocratie, démocratie au sens le plus profond du terme. Quand les journalistes me demandent, ce journaliste-là que j'évoquais à l'instant me dit : "Au fond, vous pensez, comme le Général de Gaulle, que les Français sont des veaux pour ne pas supporter la vérité et pour suivre, au contraire, n'importe quelle chimère ?"...

Je crois exactement le contraire et c'est pourquoi je m'inscris dans les rangs des démocrates au sens plein du terme. Je crois exactement le contraire, je pense que la démocratie, elle est cet idéal qui choisit d'investir le peuple des citoyens de la responsabilité suprême qui est de décider, en vérité, de former une volonté, dès l'instant qu'on lui donne les éléments du choix, comme aux responsables suprêmes dont on a besoin dans un pays pour diriger l'action de ses dirigeants.

Je crois au peuple souverain. Je pense que c'est le plus grand idéal de politique que l'on puisse porter au sein d'un pays, d'une nation et d'une société comme la nôtre et peut-être, au fond, d'une civilisation comme celle que nous avons essayé de construire au travers du temps.

Je crois à la phrase de ce grand philosophe inspirateur de Gilbert Dru qui disait : "La démocratie est l'organisation de la société qui porte à son plus haut la conscience et la responsabilité du citoyen".

Eh bien je crois qu'il y a là un trésor et un moteur extraordinaire pour les sociétés que nous avons à construire ensemble. Non pas des dirigeants qui mentent à un peuple pour gagner des

voix et des points dans les sondages, ceux-là ne sont pas des démocrates, ils sont des démagogues et c'est à un concours de démagogues que nous assistons aujourd'hui.

Je crois exactement le contraire. Je crois que le peuple, le peuple des citoyens, les citoyens de notre pays, si on donne à chacun d'entre eux les éléments indiscutables dont tous les responsables économiques, politiques et médiatiques sont informés, si on donne au peuple ces éléments indiscutables, je n'ai aucun doute sur le choix qu'il prononcera.

Je sais qu'il choisira le chemin de l'avenir, c'est-à-dire le chemin du redressement, le chemin du courage pour son pays, le courage de "rebâtir le pays" que nous avons voulu après la Libération au Conseil national de la Résistance et dont le modèle est aujourd'hui profondément en danger.

C'est pour cela que nous sommes là.

Mais on se garde bien de leur dire la vérité. On leur présente un discours qui est, en réalité, le plus mensonger, le plus dissimulateur, le plus truqueur que l'on puisse imaginer sur la situation du pays.

L'un, Nicolas Sarkozy, dit : "La crise financière est derrière nous". S'il lisait les journaux qui présentent les inquiétudes, les contagions et les doutes qui sont de nouveaux prêts à assaillir l'Europe et, parmi l'Europe, les pays les plus faibles, dans lesquels malheureusement on doit compter aussi des risques très importants pour la France... Puis, il dit que "Le temps des économies est fini" et il ajoute : "Je n'augmenterai pas les impôts, je ne créerai aucun impôt nouveau, faites-moi confiance pour cela".

Mesdames et Messieurs, celui qui dit que la crise financière est derrière nous, que le temps des économies est fini et qu'il n'augmentera pas les impôts, alors, quelle est son arme contre le déficit de 100 milliards qui, annuellement, est le solde des comptes de la France et contre la dette qui va atteindre 1 800 milliards et dont tout le monde sait que c'est une dette immorale et qui nous écrase ?!... Quelle est son arme ?!...

Quant à François Hollande, il dit : "Pourvu que l'on crée des impôts, on peut se remettre à dépenser"...

Nous avons un déficit de 100 milliards par an et Sarkozy annonce 12 milliards de dépenses nouvelles, quand François Hollande surenchérit à 30 milliards de dépenses nouvelles !

Eh bien, mes chers amis, mais je vous parle en citoyen, pas en candidat, pas en représentant d'un courant politique, encore moins d'un parti ou d'une étiquette, je vous parle en citoyen : qui peut croire que dans un pays comme le nôtre qui est déjà le pays d'Europe qui paie le plus d'impôts sur sa production nationale de tous les pays européens -nous avons même dépassé les pays scandinaves qui autrefois étaient en tête du classement- qui peut croire que l'on peut, dans la situation du pays, créer 60 000 postes de professeurs supplémentaires, des dizaines de milliers de postes, d'emplois publics pour les jeunes, qui peut croire que l'on peut revenir à la retraite à 60 ans, augmenter de 30 ou 40 % l'allocation de rentrée scolaire, faire en sorte que demain le carnet de chèques s'ouvre à nouveau, alors que nous n'avons pas le premier centime

des sommes qu'ils promettent et que nous allons devoir solder les comptes des cinq ans qui viennent de s'écouler ?

Qui peut le croire ?!...

Quelle est la personne qui peut venir devant nous et nous dire : "Ceci est réaliste, ceci est crédible" ?... Quel est le responsable, au sens plein du terme, économique ou médiatique, qui peut défendre un programme aussi profondément irréaliste ?!...

Eh bien, devant ce concours d'histoires racontées aux Français, ce concours de balivernes, ce concours de tromperies, puisqu'il faut appeler les choses par leur nom, il y a, dans cette campagne, un projet, un candidat, un courant politique qui, au contraire, ont décidé de fonder leur action et leur projet pour le pays sur la vérité comme elle est, la vérité qu'il faut bâtir, la vérité qu'il faut transmettre aux Français, car la vérité est la première condition de la volonté d'un peuple qui décide de se redresser.

Et c'est bien le sens de notre engagement, commun à beaucoup d'entre vous, depuis des années et des années, nous qui avons été les premiers à sentir venir la menace que la dette allait faire peser sur notre peuple.

Nous n'en étions pourtant, il y a cinq ans, qu'aux prémices de cette menace. Depuis, on a fait 500 milliards de dettes supplémentaires, 100 milliards de dettes supplémentaires par an de sorte que, et la Cour des comptes vient de le dire à tous les Français, la dette menace de se trouver "hors contrôle" dans les années qui viennent !

Il n'y a rien de plus urgent que de proposer au peuple français la vérité, la volonté et un chemin crédible pour sortir du surendettement qui menace d'écraser le pays... (...)

Nous avons été, depuis des années, ceux qui ont, les premiers et souvent seuls contre tous, alerté les Français contre ce risque qui était en train de menacer leur avenir, car ne vous trompez pas, un pays qui ne sait pas sortir du surendettement entre dans la spirale qui est une spirale de déclin et devant laquelle il n'existe hélas qu'une stratégie pour en réchapper : c'est celle que sont en train de connaître la Grèce, l'Italie, l'Espagne !

Savez-vous qu'en Espagne, on a coupé les budgets publics de 17 % cette année et que cela ne suffisait encore pas et, la semaine dernière, le gouvernement a dû annoncer 10 milliards d'euros -en francs cela ferait à peu près le double étant donné le rapport des budgets- de coupes supplémentaires dans les budgets de l'éducation et de la santé ?

Je ne veux pas que cela se produise pour notre pays !

Mon engagement est que nous devons, à l'avance, tout faire pour empêcher que notre pays ne soit réduit à cette misère qui est de supprimer les conditions et les liens de la solidarité et des services publics, lorsqu'il se trouve acculé à devoir s'échapper en face de la menace croissante de l'endettement et de l'explosion des taux d'intérêt.

Et ceci est étroitement relié, si vous voulez bien y réfléchir, au projet du Conseil national de la Résistance que j'évoquais à l'instant, parce que, à partir du Conseil national de la Résistance,

nous avons bâti, nous Français, et il est toutes les raisons d'en être fiers, et moi je proclame devant vous ma fierté que nous ayons fait cela au travers des décennies, car nous avons bâti le modèle de solidarité, le modèle républicain, le modèle de services publics le plus exigeant et le plus ambitieux de la planète toute entière.

Nous avons fait cela, nous, Français, mais à l'instant où je prononce ce mot d'ambitieux, alors vous comprenez tous que c'est aussi le modèle de solidarité et de services publics qui est le plus cher à financer de la planète. Et ce n'est pas un hasard si chez nous il faut 57 % de la totalité de la production annuelle du pays, des salaires, des factures que nous nous faisons les uns autres, que l'on appelle le PIB, 57 % de la totalité de ce que produit le pays pendant une année pour payer la solidarité, la santé, le remboursement des feuilles de Sécu, les hôpitaux, la totalité des retraites.

N'oubliez jamais que, si une partie de la population française est menacée par le tsunami que l'on voit ou dont on voit apparaître le risque à l'horizon, ceux qui sont en première ligne, ce sont les retraités français. Parce que chez nous, et je crois que c'est un bon système et en tout cas il n'est remis en cause par personne, les retraites ne sont pas par capitalisation, elles n'ont pas été payées par des fonds de pensions qui depuis des années ont fait des économies, ont investi dans des sociétés, dans des actions, dans des obligations, dans les Bourses du monde entier... Chez nous, les retraites sont payées, mois par mois, par les prélèvements qui sont faits sur les salaires des uns, pour payer les pensions des autres.

C'est de la solidarité au jour le jour et si notre modèle économique ne fonctionne plus, si le pays n'est plus en situation de créer des emplois, d'assurer des emplois à ceux qui sont actifs, alors soyez-en certains, ce sont les retraités, comme en Espagne, comme en Italie et comme en Grèce, qui vont être, hélas, exposés en première ligne au risque que je suis en train de décrire et que je propose aux Français d'éviter par une politique de vérité et une politique de volonté !

Mais il n'y a pas que les retraités !

Les allocations familiales du pays sont payées de la même manière par l'activité économique. Elles sont prélevées de la même manière sur les charges sociales des entreprises. Il est même des gens et y compris dans nos rangs qui posent cette question : "Mesdames et Messieurs, est-ce qu'il est légitime que la politique familiale soit payée par les entreprises ?" Et ils répondent que ce serait mieux de trouver une autre manière, une autre assise pour ces cotisations familiales que l'on prélève sur l'activité.

Mais si l'activité s'effondre, eh bien, il n'y aura plus les moyens de supporter la politique familiale du pays, plus les moyens de supporter la santé, plus les moyens de supporter les retraites, plus les moyens de supporter la politique familiale, les allocations familiales du pays et je pourrais continuer ainsi...

L'immense et magnifique appareil de solidarité que nous avons bâti à partir du Conseil national de la Résistance, car c'était le projet du Conseil national de la résistance que nous avons bâti il y a soixante ans, en pleine conscience, les yeux ouverts en disant "on va faire un modèle de société qui sera plus solidaire qu'aucun de ceux qui ont jamais été construits sur la planète", eh bien, je dis que ce modèle est en danger, et est en danger aussi le modèle de services publics, le modèle républicain que nous avons construit au travers du temps parce

que, regardez autour de nous : nous sommes le seul pays à avoir bâti une Éducation nationale gratuite.

Tournez-vous vers les pays qui nous entourent, regardez de l'autre côté de la Manche, en Grande-Bretagne. Vous croyez que l'éducation est gratuite ? L'essentiel de l'éducation est payé par les familles, y compris dans ces écoles prestigieuses qu'on appelle -je signale à tous les lycéens que c'est un faux ami- public schools, mais ces public schools sont évidemment pas des écoles publiques, ce sont des écoles privées. Je connais bien des familles où les grands-parents en Grande-Bretagne sont obligés de léguer en viager leur maison aux écoles dans lesquelles leurs enfants sont inscrits pour payer les frais de scolarité. C'est une solidarité générationnelle qui ruine bien des familles...

Je suis heureux que nous ayons une école publique, laïque, obligatoire et gratuite dans notre pays !

Et vous voyez pourquoi nous sommes là, et vous voyez pourquoi c'est tellement crucial aujourd'hui, et vous voyez pourquoi il est inadmissible, intolérable et scandaleux que ceux qui se présentent comme les favoris à cette élection ne disent rien des enjeux que nous avons sous les yeux, ne disent rien au peuple français des risques que leur font courir les politiques sans équilibre, sans raison, immorales, qui depuis des années ont été mises en place et qui ruinent sciemment les générations qui viennent, au bénéfice des générations qui étaient au pouvoir. Ce sont eux !

S'il y avait une justice, je m'adresse aux plus jeunes si nombreux dans cette salle, les plus jeunes des Français devraient organiser des manifestations sous le balcon des gouvernants, sous le balcon des ministères, sous le balcon des parlementaires, pour mettre en accusation ceux qui étaient au pouvoir et qui ont tiré des traites sur les générations à venir, avant même qu'elles aient commencé à travailler.

Mes amis, si ce que j'exprime devant vous est la vérité -et si ce n'est pas vrai, qu'on me contredise !- si ce que j'exprime devant vous est la vérité, nous n'avons pas seulement un problème économique dans notre pays, et pourtant il est gravissime, nous avons un problème de société, nous avons un problème historique pour notre nation, historique pour la France !

Nous avons bâti le modèle de solidarité le plus exigeant de la planète et ce modèle de solidarité, Sécurité et services publics, il est aujourd'hui en danger comme il ne l'a jamais été parce que si l'on ne peut plus le financer, il va s'écrouler sous nos yeux. Nous allons, nous risquons de le voir s'effondrer. Tout mon combat, c'est pour le sauver, c'est pour le porter vers l'avenir, c'est pour que, un jour, on dise : "Nous étions menacés du plus grand risque et le peuple français a reformé sa volonté pour sauver ce qu'il avait de plus précieux et qu'il avait bâti au cours des décennies, un modèle de société plus juste qu'aucun autre modèle de société sur la planète".

C'est cela qu'a fait le Conseil national de la Résistance, c'est cela qui est en jeu aujourd'hui et c'est cela que je défends devant vous et avec vous.

Et de la même manière qu'il y a cinq ans et qu'il y a dix ans aussi, on l'oublie quelquefois, j'alertais les Français sur le risque que la dette faisait courir au pays, et ce risque est renforcé cinq ans et dix ans après.

Aujourd'hui j'ajoute que tout cela, tout ce que nous voyons autour de nous, dans nos familles, les dangers, les menaces, les poisons, je nomme l'explosion du chômage... Vous avez croisé le regard d'un garçon de 24, 25, 26, 27 ans qui, même ayant fait des études, ou d'une fille du même âge, ayant forcé le destin jusqu'à des diplômes, même venant de milieux sociaux qui n'étaient pas des milieux promis aux études, vous avez croisé leur regard quand ils ne trouvent

rien au cinquantième CV pour lesquels ils reçoivent la même lettre qui, à l'évidence, est un formulaire rempli à l'avance ? Vous les regardez en face ?

Oh je n'ai jamais oublié, dans ma circonscription, une dame marocaine qui est venue me voir avec les larmes aux yeux. Elle était illettrée, elle me l'a avoué avec ce que cela comporte d'effort pour dire ces choses profondes et intimes. Elle avait un fils qui était docteur en philosophie, BAC+8, et elle était fière d'avoir accompagné ce fils jusqu'à ce diplôme prestigieux dont elle savait qu'il était le plus haut diplôme de l'université française... et il ne trouvait même pas un stage !

Vous les avez regardés en face ces parents-là ?

Quand on parle du chômage comme on le fait, statistiquement, légèrement, et qu'on prononce des chiffres, deux millions et demi et plus de chômeurs, si j'ose dire à temps plein, quatre millions et demi et plus de chômeurs à temps partiel n'arrivant pas à trouver ce qu'ils voudraient comme métier pour s'épanouir. Ils voient des chiffres, pardonnez-moi de le dire de cette manière, je vois des visages ! Je sais ce que c'est dans des familles quand le garçon ne sort plus de sa chambre où quand il est dans la cité et que, comme on dit, il tient les murs. C'est à ceux-là que je pense.

Cinq ans et 600 000 chômeurs de plus. Certains chiffres vont même beaucoup plus loin. Alors, je sais ce que c'est l'explosion du chômage, humainement, pas statistiquement, humainement. Je sais ce que sont les fins de mois. Tout à l'heure, Jean-Luc exprimait à la tribune ce chiffre impensable de 11 millions de personnes au-dessous du seuil de pauvreté en France, même si le seuil de pauvreté est statistiquement variable. Je sais ce que c'est, les gens qui sont dans l'incapacité de savoir comment ils vont payer la facture de plus. Je l'ai déjà dit devant quelques-uns d'entre vous : la dernière retraite de ma mère qui vient de s'en aller était de 668 € par mois. Bien sûr, nous étions là et c'était la moindre des choses que la solidarité s'exerce dans ce sens après s'être exercée dans l'autre, mais, si elle avait été toute seule et comme cette génération, comme on dit « digne » c'est-à-dire se refusant à manifester à l'extérieur l'angoisse qui aurait été la sienne à l'intérieur... ?

Ils parlent de chiffres. Je vous le dis du fond du cœur, je parle de visages ! Je parle de familles. Je sais comme vous et avec vous ce que c'est que la menace de la dépendance qui vient quand personne ne sait, simplement parce qu'on n'a pas les ressources nécessaires, comment on peut assumer le reste à charge de la maison de retraite ou de la maison médicalisée, comme on craint de voir présenter la facture qu'on aimerait payer mais qu'on n'a pas les moyens d'assumer.

Eh bien, mes amis, si nous prenons un peu de perspective, si nous regardons les choses avec la profondeur nécessaire, alors, on va s'apercevoir de quelque chose qui est le fil directeur de la campagne que je mène devant les Français : chômage, fin de mois, endettement, c'est la même chose, ce ne sont pas trois problèmes différents. Ce sont les fruits du même arbre.

C'est parce que la France est entrée dans une situation inimaginable il y a quelques décennies, d'être un pays qui était un des plus grands pays producteurs du monde et qui, tout d'un coup, ne produit plus, voit s'en aller des filières entières de la production du pays. C'est pour cette raison que les emplois ont fui, les ressources du pays s'en sont allées et l'endettement a explosé. C'est la même raison.

Cela ne demande ou cela n'exige qu'une chose, c'est qu'on comprenne de quoi il s'agit parce que quand on ne produit plus, il n'y a plus d'emplois, de vrais emplois, des emplois d'entreprise, des emplois qui sont reliés à des commandes, à des ventes, à des carnets de commandes, de vrais emplois qui se projettent dans le futur, pour lesquels on peut former des jeunes et des gens, évidemment pas uniquement des emplois dans la Fonction publique ou sur

des contrats publics parce que, de la même manière, nous n'avons pas l'argent pour les payer et personnes n'aura l'argent pour les payer dans l'avenir.

On a besoin de vrais emplois d'entreprise, quand il n'y a pas d'emploi, il n'y a pas de charges sociales, il n'y a pas de CSG et, au contraire, il y a des charges pour la collectivité -l'assurance-chômage est une charge nécessaire et légitime pour la collectivité- plus rien ne fonctionne.

Les racines, comme un arbre, les racines du modèle social qui devaient être enfoncées profondément dans l'activité productrice du pays, eh bien ces racines ne font plus remonter de sève. Et comme on ne peut pas financer le modèle social ou le modèle de service public et qu'on veut encore un moment prolonger -ne serait-ce que pour des raisons électorales- les obligations de ce modèle-là, eh bien on fait des déficits et on emprunte, exactement comme une famille qui a été jadis prospère et qui veut maintenir son train de vie encore un peu pour faire semblant, alors elle va demander au cousin, au voisin, au banquier, quelquefois au banquier spécialisé dans ce type de prêts qui se renouvellent, elle va demander de quoi faire semblant encore un peu de temps...

C'est cela l'histoire du surendettement français.

Eh bien je vous dis, ces trois fléaux, le chômage, les fin de mois de plus en plus difficiles qui traduisent l'appauvrissement de tout le pays et le surendettement, il faut les soigner à la racine en prenant le mal à sa source, en l'identifiant, en le regardant en face et en décidant de le combattre tous ensemble.

Il faut que nous nous remettions à produire dans notre pays, à produire chez nous, à produire pour nos emplois, à produire pour nos ressources.

Ce que je défends devant vous mes amis, j'espère que vous entendez l'accent de vérité personnelle en tout cas, ce que je défends devant vous, cela n'a rien à voir avec une position politique, cela n'a rien à voir avec une position partisane.

Ce que je défends devant vous, c'est le retour au bon sens élémentaire dont on a manqué depuis des décennies dans notre pays et que nous avons à ré-enraciner comme ligne directrice de l'action nationale.

On en a vu partir.... J'étais ce matin à Europe, quelques uns d'entre vous l'ont entendu, et on racontait que l'usine Technicolor d'Angers, dont j'avais rencontré les syndicalistes, celle-là aussi, une de plus, on la fermait... Celle qui fabrique, excusez du peu, des décodeurs pour Orange, c'est-à-dire pour France Telecom, c'est-à-dire pour une entreprise dont l'État républicain français est actionnaire ! Et c'est nous qui allons fermer les usines dans notre pays pour aller produire des décodeurs pour nos familles dans le Sud-est asiatique !

Mais mes amis, si on s'arrêtait une seconde pour réfléchir ?

Une entreprise nationale française, si elle voulait bien réfléchir une seconde à l'opération qui consiste à annuler ou à mettre un terme à la production de décodeurs sur le territoire national et au transfert de ces productions vers le Sud-est asiatique, si elle voulait bien s'arrêter une seconde, peut-être s'apercevrait-elle que lorsqu'elle transfère ainsi, elle, entreprise nationale, une production au Sud-est asiatique, elle perd au moins 50 % du montant de la facture qui seraient autrement revenus à tous les citoyens français, ses actionnaires, sous forme de charges sociales, sous forme de CSG, sous forme d'impôts sur les sociétés et d'impôts sur les personnes physiques qui en réalité auraient alimenté la vie du pays et alimenté ses clients !

C'est une opération absurde et à courte vue, quand on est une entreprise nationale, de déraciner ce qui est au fond sa principale ressource pour la transférer au loin et en perdre les fruits !

C'est exactement la même chose que j'ai défendue depuis longtemps, c'est exactement la même chose quand je me suis aperçu que la Sécu faisait fabriquer désormais les cartes Vitale en Inde. Mais, et je le dis aux responsables de la Sécurité Sociale, je comprends bien que si vous regardez poste par poste, eh bien oui en effet, vous allez probablement gagner 5 ou 10% de la fabrication des cartes Vitale, mais vous, Sécurité Sociale, la facture que vous payez en France, elle revient à 50% dans vos caisses à vous ! Et donc si vous payez 10% de moins, en réalité vous perdez 40% par rapport aux factures qui autrement seraient revenues sur votre compte !

Il ne faut pas être docteur en sciences économiques, il faut avoir le bon sens élémentaire de savoir faire une opération. Quand on est la Sécu et qu'on reçoit la totalité des charges sociales sur le travail et de la CSG d'un pays, c'est criminel d'enlever la fabrication dans son pays pour aller la porter vers des gens qui ne paieront aucune espèce de charges sociales et aucune espèce de cotisations sur le travail ! Mais on ne veut pas regarder globalement le pays... Si vous étiez une entreprise privée avec uniquement des intérêts privés, je trouverais que ce ne serait pas très malin, mais quand vous êtes une entreprise publique et quand vous êtes la Sécu... mais il y a quelque chose qui ne va plus dans le logiciel !!!

Alors j'entends dire ici ou là : Mais enfin ! Est-ce que ce n'est pas un peu rétrograde de parler du produire en France ? Est-ce que ce ne serait pas plus élégant de parler de produire en Europe quand on est un Européen comme je le suis et comme je l'assume devant vous ?

Oui, j'aime l'Europe de toutes mes forces, oui je suis fier que nous soyons la seule assemblée politique dans cette élection présidentielle où l'on voit s'agiter autant de drapeaux européens qu'on y agite de drapeaux français. Oui cela me rend fier, oui je trouve que c'est juste, oui je trouve que c'est notre seule arme pour l'avenir. Je dis cela devant Bernard Bosson qui a été ministre des affaires européennes et Philippe Douste-Blazy qui a assumé les responsabilités des affaires étrangères et des affaires européennes.

Je suis fier que nous soyons ce courant de pensée-là, mais excusez-moi de le dire sous cette forme, l'Europe ne peut pas s'accommoder que les pays qui la forment soient, pour les uns, en santé éclatante et, pour les autres, en crise désespérante !

Surtout, et vous voyez que je développe devant vous des arguments réellement de fond, j'allais dire réellement basiques pour une campagne électorale comme celle-là, je dis surtout l'Europe ne peut pas s'en accommoder lorsqu'il s'agit du modèle de solidarité du pays le plus solidaire de l'Union européenne, c'est impossible de l'accepter, parce que la totalité de ce modèle est financée par l'activité qui est organisée sur notre sol français.

Il n'a pas un euro de transfert de l'Allemagne vers la France à l'intérieur de l'Union européenne, il n'y a pas un euro de transfert d'un pays à l'autre, nous avons organisé les choses de cette sorte-là.

Et donc cela veut dire que chaque pays a le devoir impérieux de faire régner sur son sol la prospérité et l'équilibre des sociétés, et la solidarité lorsqu'il a choisi d'en faire la principale raison de son organisation sociale !

Chaque pays a le devoir de faire que sur son sol on se porte bien, parce que si l'Europe devient un jour ou continue à être le déséquilibre entre ceux qui accumulent les excédents et ceux qui au contraire multiplient les déficits, alors je vous le dis, ce n'est pas seulement le modèle

social français et républicain français qui va se trouver en cause, c'est le modèle européen qui va craquer.

Et vous voyez de quoi nous avons la responsabilité ?

Ne vous trompez pas, je dis cela avec beaucoup de prudence et beaucoup de réserve, il y a des gens et des responsables quelquefois importants qui, sur le sol européen, sont en train de préparer cette perspective que l'Europe ne résiste pas aux difficultés économiques que nous sommes en train de vivre. Il y a des gens sur notre sol, dans cette campagne présidentielle, aux extrêmes, qui sont en train de préparer l'opinion à l'idée qu'ils leur présentent comme merveilleuse que l'Europe craque et que nous soyons obligés d'en revenir à des économies nationales avec une monnaie nationale, ce qui serait, je vous le dis à l'avance, pour notre pays et pendant des années, une épouvantable misère. Il y a des gens qui instillent ces poisons, qui diffusent ces poisons, qui présentent comme souhaitable ce qui a été catastrophique dans d'autres pays.

Je ne vous demande pas de me croire sur parole. Je vous demande d'aller sur Google ou sur Wikipédia ou sur le moteur de recherche que vous préférerez sur votre ordinateur, de regarder ce qui s'est passé dans les mêmes circonstances en Argentine il y a dix ans. Je vais vous le dire ce qui s'est passé en Argentine, en deux chiffres : en six mois le niveau de vie de la population Argentine s'est effondré de 50 % et, au sein de la population Argentine, 53 % de la population est passée au-dessous du seuil de pauvreté et des centaines de milliers d'Argentins ont été obligés de prendre la route de l'exil pour survivre.

Eh bien je ne veux pas pour mon pays du drame que les Argentins ont vécu. Je vous demande d'écarter ces mauvais inspirateurs, ces mauvais conseillers, ces gens qui diffusent des poisons dans la société française.

Le modèle européen nous a protégés depuis des années. Il va falloir le rénover. Je n'ai aucun doute sur ce sujet, mais nous devons le considérer comme la garantie principale d'avenir de notre pays. Non pas en croyant ou en imaginant naïvement que les autres pourront faire le boulot à notre place, cela n'est pas vrai. Jamais dans l'histoire des peuples on ne peut remplacer la volonté d'un peuple de se reconstruire ou de se redresser par des interventions extérieures, jamais et singulièrement pas dans le monde que nous connaissons aujourd'hui où chacun essaie de faire tant bien que mal ce qu'il peut pour lui-même.

Mais il existe une nouvelle formidable, impressionnante, probablement saisissante pour un grand nombre d'entre nous, cette nouvelle est celle-ci : je suis sûr qu'en m'écoutant parler de l'effondrement de la production du pays, de pans entiers qui s'en sont allés, un grand nombre d'entre vous, même dans cette salle a pensé que, au fond, il y avait dans cette situation comme une fatalité, que c'était, et Dieu sait qu'on nous l'a seriné, Dieu sait qu'on nous a tympanisés avec cette idée, que c'était la faute de la mondialisation et qu'on ne pouvait pas rivaliser avec les salaires chinois, avec les salaires indiens ou plus près de nous avec les salaires roumains.

Vous l'avez entendu ça ou pas ? (La salle : Oui !) Tout le temps, tous les jours ! C'est comme cela qu'on nous a expliqué l'inexplicable, comme si c'était inéluctable, qu'on n'y pouvait rien.

Eh bien mes amis, cela est absolument, intégralement et définitivement faux parce que, si c'était vrai que c'était la Chine, l'Inde, la Roumanie, alors il n'y aurait pas de pays dans notre Europe occidentale, dans notre Europe de l'Euro, qui s'en serait sorti, qui serait prospère qui produirait et qui exporterait tant et plus.

Or il se trouve que, sur notre sol, avec la même monnaie, avec les mêmes règles européennes, avec le même modèle social ou à peu près, avec le même prix du travail et même un prix du travail légèrement supérieur, il se trouve que nos voisins allemands, nos voisins néerlandais,

nos voisins de l'Italie du nord, avec un modèle social du même ordre et un coût du travail beaucoup plus élevé, nos voisins suisses que Bernard Bosson évoquait à l'instant, tous ceux-là produisent et exportent et, au lieu de creuser les déficits, font des excédents et équilibrent la balance de leur commerce extérieur, sur notre sol avec les mêmes règles !

Et donc on vous a raconté des histoires et je les ai écoutées moi-même pendant des années, même si j'ai remis en question tout cela depuis quatre ou cinq ans. Moi-même j'ai cru qu'il y avait là quelque chose contre lequel il était très difficile de se battre, mais ceci est désormais contredit par la réalité des pays du même niveau que nous et qui nous entourent.

S'ils réussissent, eux, alors nous devons réussir nous. Nous n'avons pas moins d'armes, moins d'atouts que les autres, je crois que nous en avons plus, simplement nous ne les jouons pas comme il faut les jouer.

Et si je n'ai qu'un programme dans cette élection, alors c'est que la France doit désormais faire aussi bien que les autres, et mieux que les autres.

Pour préparer cette élection, dans le long temps de préparation, je suis allé de découverte en découverte en prenant filière par filière la comparaison entre nos activités et celles des pays qui nous entourent. J'en ai dit quelque chose à la télévision l'autre soir, mais je vous assure que ça mérite qu'on s'y arrête.

J'ai pris la filière de la forêt et du bois. Nous avons en France la forêt la plus vaste et la plus importante de toute notre partie du continent européen, et je ne parle que de la forêt métropolitaine parce que si j'y ajoutais la forêt de Guyane alors, là, nous aurions de très loin la forêt la plus importante et de très loin de tous les pays européens. Je ne parle que de la forêt chez nous dans notre hexagone.

Nous avons seize millions d'hectares de forêt. Les Allemands ont onze millions d'hectares de forêt. Nous, sur nos seize millions d'hectares de forêt, nous avons 450 000 emplois dans la filière de la forêt et du bois. Avec leurs onze millions d'hectares, les Allemands ont 800 000 emplois, avec la même monnaie, avec les mêmes règles, avec un smic forestier plus élevé de 12 % que chez nous, avec les mêmes contraintes de concurrence venue du monde entier.

Mais si vous faites la règle de trois, ceux qui me connaissent bien savent que je suis un défenseur acharné et longtemps solitaire, mais désormais rejoint par des foules et des foules, du calcul mental dans la formation des jeunes Français et dans la vie civique de notre pays -le créateur de l'association pour la défense et la promotion du calcul mental, son président et son seul membre jusqu'à maintenant mais bientôt nous allons être nombreux ! et j'ajoute quelquefois... et pour la mise en prison pendant quelques jours de ceux qui l'ont abandonné !... Mais si vous faites la règle de trois, si vous avez 800 000 emplois avec onze millions d'hectares, combien devriez-vous en avoir avec seize millions d'hectares ? Je vous donne la réponse : près de 1 200 000... Allez, mettons 1 million pour être fair-play, économe. Et tout d'un coup, vous vous dites : "Mais attends, cela veut dire qu'il nous manque 550 000 emplois dans la forêt de la filière et du bois ?" Et ce sont les mêmes arbres et ce sont les mêmes fabricants de meubles et ce sont les mêmes règles de toute nature. Alors qu'elle est la différence ?

Oh, je vais vous dire la différence, elle est très simple. Il nous manque tout l'échelon que l'on appelle de première transformation du bois, je vais le faire simple, il nous manque des scieries à telle enseigne que nous allons en France abattre des arbres et les faire scier en Allemagne !

Et alors vous vous dites, mais alors comment cela se fait ? Comment est-ce possible ? Qu'est-ce qui s'est passé ?

Eh bien il s'est passé une chose très simple, c'est qu'entre 2002 et 2004, l'Allemagne était exactement dans la situation qui est la nôtre aujourd'hui, exactement avec les mêmes problèmes, ils étaient derrière nous, ils n'arrivaient plus à exporter -ils avaient dû absorber l'immense choc de la réunification allemande, il ne faut jamais oublier cela- alors ils ont dit : on va faire des plans filière par filière. Ils ont fait un plan pour la filière bois et cela a donné les résultats que l'on sait.

Eh bien je vous dis avec certitude, filière par filière, nous devons faire de la même manière acte de volonté nationale, grouper autour de la table tous ceux qui sont les acteurs en disant : désormais, bien sûr vous êtes des propriétaires privés de forêt pour certains d'entre vous ou bien vous êtes l'État avec la forêt domaniale, vous êtes des industriels du bois, mais on a besoin de toutes les bonnes volontés pour reconstruire l'emploi et apporter des richesses au pays. Désormais, nous allons le faire tous ensemble en nous fixant des objectifs et en donnant les moyens nécessaires pour que, cette filière, elle s'impose au niveau européen comme elle n'aurait jamais dû cesser de s'imposer.

Contrairement à un certain nombre de personnalités, je ne reconnais à nos amis et proches et partenaires et alliés allemands aucune espèce d'avantage comparatif par rapport à nous. Nous sommes capables de faire exactement ce qu'ils ont fait, aussi bien et j'espère mieux que ce que nos amis allemands ont fait.

C'est une question de volonté nationale qui se reforme. Excusez-moi de vous le dire. Nous fabriquons ensemble des Airbus, la partie des Airbus fabriquée en Allemagne et la partie des Airbus fabriquée en France, il n'y a pas de différence de qualité entre les deux, il n'y a pas de différence de coût entre les deux et même, chez nous, dans le sud-ouest où on fabrique les Airbus... même on chuchote que peut-être cela pourrait être le contraire et que tous ceux qui participent à Airbus en France sont légitimement fiers de leur succès et prétendent que même on pourrait vérifier qu'on fait assez souvent mieux que l'autre partie allemande... mais il y a des concurrences entre pays et naturellement il y a un brin de chauvinisme du sud-ouest et, ma foi, j'y participe dans les tribunes où vous acceptez de m'entendre... Mais il y a aussi un chauvinisme Rhône alpin, n'est-ce pas ? Et il est justifié ! Et il y a un chauvinisme Lyonnais, n'est-ce pas ? Et il est justifié ! En tout cas, moi, je participe à cette fierté de Rhône-Alpes et de Lyon.

Mais vous voyez une seule filière, le bois... allez.... 500 000 emplois qu'on peut reconstruire. Écoutez, franchement, on a seize millions d'hectares, on a planté l'an dernier en moyenne trois arbres par hectare, 47 milliards d'arbres en France... Les Allemands ont planté l'an dernier 450 millions d'arbres, dix fois plus avec une forêt de 30 % inférieure et la Pologne a planté l'an dernier 1 milliard d'arbres sur son sol !

Et en disant cela, je ne suis pas seulement défenseur de l'activité économique, je suis défenseur de notre obligation écologique, parce que les arbres que l'on plante, c'est le moyen le plus efficace de capter le carbone présent dans l'atmosphère sous forme de CO² et d'en faire de la matière végétale, de la matière vivante. C'est le puits à carbone le plus efficace que l'on peut trouver. Alors quand on a -et de surcroît l'arbre qui fait le plus de capture du carbone dans l'atmosphère c'est l'arbre le plus jeune évidemment parce qu'il est en croissance, en adolescence et qu'il a besoin de se nourrir du carbone de l'air- alors quand on a à la fois le moyen de revitaliser une filière économique, de créer des centaines de milliers d'emplois, de créer des ressources -l'an dernier le déficit de la France dans la matière du bois et de la forêt a été de 7 milliards d'euros, c'est-à-dire que 10 % de la totalité de notre déficit commercial c'est le bois et la forêt- quand on a les moyens de corriger tout cela, de revitaliser une filière et en même temps de faire l'action écologique la plus déterminée, alors c'est un devoir de s'y mettre et de s'y mettre tous ensemble, de regrouper les forces du pays.

Et ce qui est vrai pour le bois et pour la forêt, mais c'est vrai pour chacune des autres filières du pays ! C'est vrai pour le numérique. On a créé 750 000 emplois ces dernières années sur le numérique en France. L'attente numérique explose... Nous n'avons même pas de formation au commerce numérique dans notre pays ou alors totalement epsilon, totalement isolée !

Vous ne croyez pas que c'est le moment de se remettre à construire du e-commerce et des formations au e-commerce dans notre pays ? C'est ce qui explose le plus, on a besoin de rénover nos formations !

Les industriels du numérique sont venus me voir et m'ont dit : Écoutez, franchement, si vous pouviez nous écouter, comprenez bien qu'il est impossible dans le numérique de respecter le droit du travail et le droit social comme il est dans notre pays, parce que chez nous, on ne peut pas s'arrêter de travailler à 6 heures du soir et s'empêcher de travailler le samedi et le dimanche, parce que comme on est en liaison avec la Californie ou avec la Chine ou avec l'Inde, on est bien obligé d'avoir des horaires de travail qui nous permettent de nous rencontrer. Alors, s'il vous plaît permettez-nous de définir ensemble, avec les organisations syndicales, les règles sociales qui s'imposent pour que notre activité devienne simplement en bonne santé et qu'on cesse de craindre des contrôles qui seraient totalement hors de saison, qu'on ait des règles qui s'adaptent à ce que nous voulons faire tous ensemble.

Et ils ont raison. Une des forces des pays que j'évoquais, une des forces de l'Allemagne, c'est qu'il y a entre les entreprises et les organisations syndicales, un lien, une force. Je suis, on m'en a Dieu sait assez fait le reproche, un défenseur de l'idée de cogestion, l'idée que les organisations syndicales ne sont pas les ennemis de l'entreprise et que l'entreprise est au contraire un atout pour les salariés, pour se projeter dans l'avenir.

Il paraît que ce n'est pas la mode en France et que c'est être vraiment mal inspiré que de vouloir défendre une idée de cet ordre, mais je la défends devant vous, il se trouve que je pense qu'il est bon, qu'il est utile et qu'il est juste qu'organisations syndicales et entreprises travaillent ensemble quand c'est dans le privé et aussi quand c'est dans le public. On a besoin de faire travailler tout le monde ensemble.

À cette idée révolutionnaire dans notre pays, j'en ajoute une autre. Dans l'idée de refondation du modèle social français que nous portons, ne serait-ce que pour aider à cette revitalisation de l'appareil productif dans notre pays, il se trouve que nous avons l'intention de défendre une idée, elle aussi révolutionnaire et qui est celle-ci : nous considérons et nous voulons faire entrer dans la loi cette idée que l'entreprise n'appartient pas seulement à ses actionnaires, qu'elle appartient aussi à ses salariés et que donc les salariés doivent être représentés en tant que tels aux Conseils d'administration des entreprises, et avec droit de vote pour qu'ils puissent exprimer le sentiment, la volonté, l'idée de l'avenir qu'ils portent en tant que partenaires de plein droit de l'entreprise française.

Et vous voyez comme c'est un modèle complètement différent que nous avons à bâtir et que c'est une condition de l'épanouissement de la réussite de cette guerre, de ce combat que nous avons à mener filière par filière, le bois, le numérique, le textile...

En France, on considère que la bataille du textile est perdue. Nous n'avons même plus 100 000 emplois dans le textile. Nous, le grand pays du luxe dans le monde, on ne se sert pas du luxe pour un secteur dans lequel l'image de marque joue un si grand rôle. Il y a 450 000 emplois en Italie dans la filière textile, même s'ils ont du mal, cinq fois plus que chez nous. L'Allemagne est en train de reconquérir pied à pied la filière textile, notamment dans le sportswear, comme on dit.

Et nous, les Français, nous en serions incapables ?

Je vous dis que nous avons autant d'atouts que les autres et même plus parce que le pays qui est reconnu comme le leader du luxe et de l'image de marque du secteur, du chic et de la mode dans le monde, c'est évidemment dans le textile qu'il a le droit et le devoir de livrer à nouveau les batailles qu'on a perdues au travers du temps.

Je n'accepte qu'aucune bataille soit proclamée perdue dans notre pays. Je n'accepte aucune défaite décidée à l'avance. Partout où l'on peut reconstruire, nous avons le devoir de le faire et l'Europe, cher Jean-Luc, doit nous y aider parce qu'il y a des combats de la production que nous ne pouvons pas mener tout seuls. Nous avons perdu, c'est une faute historique, nous avons perdu complètement la fabrication des écrans plats, iPhone, iPad, tablettes de toute nature, il y a même des tablettes françaises, des écrans de téléviseurs, des écrans d'ordinateurs que vous avez sur vos bureaux. Nous avons perdu, nous Européens, pas seulement les Français, nous Européens nous avons perdu complètement cette production-là.

Et quand vous vous rendez compte que, là-dedans, le coût du travail, cela représente combien ? 4 % ? 5 % ? Et encore, je ne suis pas sûr qu'on y arrive... ce sont des fabrications très technologiques, très automatisées, en salle blanche comme on dit, dans lesquelles la qualité des composants joue un rôle essentiel. C'est la Corée du Sud qui a gagné la bataille, un pays cinq fois plus petit que la France, avec une population de 50 millions d'habitants quand nous en avons 65, un pays qui n'a aucune ressource naturelle, qui était, il y a quarante ans, le pays le plus pauvre de la planète. Et c'est la Corée du Sud qui a gagné la bataille, pas seulement là, qui l'a gagnée dans l'acier, qui l'a gagnée dans l'automobile, qui l'a gagnée dans les chantiers navals, qui l'a gagnée dans l'électronique, qui est en train de donner au monde un exemple de ce que peut être la volonté d'un pays. Pas que je veuille importer chez nous le modèle coréen, pas plus que je ne veux importer le modèle allemand.

Vous avez compris quel est le but de mon engagement : c'est de sauver et de porter vers l'avenir le modèle français, le modèle que nous avons construit au travers du temps, celui qui mérite qu'on le défende, pas seulement parce que c'est notre identité, comme on dit, mais parce que c'est notre idéal, parce que nous avons, au travers des décennies et des années, imaginé que, au fond, cette société républicaine qui est, pour moi, la société humaniste par excellence, celle où liberté, égalité, fraternité, laïcité, comme Jean-Luc le disait, constituent pour nous un modèle adressé au monde, un modèle pour nos enfants, mais un modèle adressé au monde et que nous avons décidé d'en faire non pas seulement des mots, non pas seulement du blabla, mais une réalité économique et sociale dans laquelle chacun trouverait le compte pour sa famille et pour sa propre vie.

C'est cela que nous avons à sauver aujourd'hui, à défendre demain, à améliorer au travers du temps, pas à nous résoudre à abandonner ce modèle pour d'autres, comme j'avais cru comprendre que c'était, il y a cinq ans, le projet de certains qui sont revenus depuis, si j'ai bien compris, sur les options qui étaient les leurs à cette époque.

Nous avons entre les mains un bien précieux et c'est précisément parce que nous l'avons hérité en particulier du Conseil national de la Résistance que nous devons être totalement mobilisés, dans cette salle et ailleurs, et au-delà et ceux qui nous regardent sur les écrans, totalement mobilisés pour exiger et imposer que cette élection présidentielle soit celle où l'on traite des sujets de fond et pas des balivernes et des rodomontades et des sujets secondaires et des diversions dont on nous accable depuis des semaines et des mois et qui nous empêchent de regarder en face ce que sont les enjeux de notre avenir même !

Nous avons un modèle, nous avons un héritage à défendre. Cet héritage est en danger, il est en danger, je l'ai dit, du côté des emplois, du côté des fins de mois, du côté de l'endettement, c'est-à-dire, au fond, du côté de la même question de la production chez nous. Il est en danger. (...)

Permettez-moi alors seulement de mentionner, mais c'est sujet central et notamment quand vous pensez à ces pays qui ont livré la bataille et l'ont gagnée, j'évoquais la Corée du Sud à l'instant mais on pourrait trouver d'autres modèles, par exemple dans les pays scandinaves, je veux simplement dire que ce projet de société-là, il repose au moins autant sur l'éducation que sur la production.

Nous sommes les défenseurs d'une refondation de l'Éducation nationale dans laquelle on considérera que, là non plus, il n'est pas de bataille perdue.

Il n'est pas vrai que la France, le pays qui, pendant des décennies et pendant des siècles en vérité a présenté au monde le modèle d'éducation le plus achevé et le plus envié, il n'est pas vrai que la France soit condamnée comme elle est aujourd'hui, à s'enfoncer année après année dans les classements internationaux, à se retrouver année après année dans le peloton de queue des pays développés de la planète pour la lecture, la compréhension de l'écrit, pour le calcul et pour l'égalité ou, en tout cas, la lutte contre les inégalités scolaires.

24^{ème} sur 35 en compréhension de l'écrit, 25^{ème} sur 35 en calcul et -honte !- 34^{ème} sur 35 en lutte contre les inégalités scolaires !

Ceci, mes amis, ce n'est pas la France républicaine, ce n'est pas le modèle républicain que nous présentons au monde.

Et je veux dire ceci devant vous avec certitude : bien sûr, il y faudra des moyens. Je prends l'engagement de protéger poste pour poste pendant cinq ans les moyens actuels de l'Éducation nationale, mais même si je dois me faire mal voir d'un grand nombre d'entre vous, je veux vous dire ce que je ressens à cette tribune.

Ce n'est pas principalement une question de moyens, c'est principalement une question de volonté nationale, d'organisation de notre système scolaire, de repérage des réussites parce qu'il y a des réussites dans l'école française et elles sont nombreuses, de recherche pour savoir de quelle manière enseignent ceux qui, devant une classe, transmettent le plus de connaissances, d'envie d'apprendre, de méthode. Nous avons une mine à ciel ouvert de réussite au sein de l'école, seulement personne ne va jamais voir comment procèdent les enseignants qui obtiennent ces résultats et méritent devant des classes qui, parfois, sont plus difficiles que d'autres.

Je ne signe et je n'accepte aucun bilan de défaite, aucun bilan de retraite. Je dis que nous devons nous fixer comme objectif national tous ensemble, parce que c'est une question de peuple et de pays, nous devons fixer comme objectif national que tout ce que nous avons connu depuis des années comme retraite, comme défaite et comme échec, nous allons le transformer en réussite avec des mots simples, avec les mots qui sont ceux de la compréhension, de la vie, de tous les secteurs économiques, de tous les secteurs éducatifs et, au fond, de tous les secteurs humains du pays. Nous allons nous adresser aux Français pour qu'ils soient eux-mêmes les artisans et les volontaires du redressement du pays.

Et donc je sais quels sont les enjeux de ce redressement. Je viens d'en évoquer deux devant vous. Je vais en évoquer un troisième.

Nous avons la charge de recréer la confiance entre les citoyens et leurs élus par une action déterminée, immédiate, inévitable que personne ne pourra éluder, de moralisation de la vie publique dans notre pays en réglant les questions qui, depuis des années, sont au-dessus de nous comme autant d'ombres de la démocratie française.

Alors, ces questions, je les énumère, elles feront l'objet d'un référendum.

Je m'arrête une seconde pour dire que, dans la campagne électorale, il y a des déclarations qui sont souvent sans intérêt, il y en a quelques-unes qui méritent qu'on y réfléchisse. Il y a une semaine, François Hollande avait dit que l'idée d'un référendum, après tout, c'était une très bonne idée pour moraliser la vie publique. Hier, il a fait une déclaration pour dire que non, finalement, tout bien réfléchi, c'était aux parlementaires qu'il fallait laisser la charge de trouver des règles différentes pour l'avenir de l'organisation de la vie publique chez nous.

Eh bien moi je vous dis, si comme depuis des années et des décennies, on recule devant cette obligation et on explique que ce sont les parlementaires eux-mêmes qui vont changer les règles d'organisation du parlement, on peut attendre longtemps ! Car il y a des décennies qu'on attend et cela va durer encore et je vois très bien quels types d'influences ont pu s'exercer sur le candidat du parti socialiste pour que ce qu'il trouvait bien hier devienne aujourd'hui peu recommandable !

Eh bien moi je vous dis ceci : précisément, si j'ai présenté devant les Français l'idée d'un référendum remis entre les mains des citoyens de moralisation de la vie publique, c'est parce que les acteurs de la vie publique eux-mêmes, depuis des décennies, ont été incapables de s'y attaquer, qu'ils ont passé leur temps à expliquer que, demain, on raserait gratis. Vous connaissez cette fable, celui qui se présente chez le barbier où il y a une affichette qui dit : "Demain, on rasera gratis." Il revient le lendemain et il dit : "Pouvez-vous me raser ?" Et le barbier lui dit : "Monsieur, vous avez mal lu l'affiche, c'est demain qu'on rasera gratis !"

Eh bien, c'est comme cela qu'ils nous font depuis des années pour la réorganisation et la moralisation de la vie publique en France. Moi je vous dis, si vous voulez que cela se fasse, il va falloir que vous vous en occupiez vous-mêmes, comme citoyens et comme électeurs !

Et alors, toutes les questions qui sont devant nous depuis des années, le cumul des mandats, spécialité française qui n'existe absolument nulle part ailleurs pour les députés en tout cas ; le fait que je pense indispensable que, désormais, à l'Assemblée Nationale et au Sénat, pour voter, il faille être présent dans l'hémicycle et assumer soi-même la charge du vote que l'on va émettre ; le fait qu'on ne puisse plus, demain, confondre intérêt privé et intérêt public lorsqu'on a une charge dans la vie politique française gouvernementale ou parlementaire ; le fait qu'on soit obligé de déclarer à l'avance quand on va voter sur un texte tel ou tel intérêt qu'on aurait dans une entreprise qui va être concernée par le texte que l'on va voter, cette obligation qui a été présentée par la commission Sauvé et dont personne n'a tenu aucun compte qui est la règle au Parlement européen, il faut que nous l'imposions dans la vie publique française pour éviter le mélange des genres et le soupçon perpétuel sur la manière dont sont organisés un certain nombre de votes.

Nous avons besoin qu'on reconnaisse et qu'on impose l'indépendance de la Justice dans notre pays pour éviter qu'elle soit perpétuellement poursuivie par le soupçon de soumission à l'exécutif ou d'influence du pouvoir exécutif sur elle. C'est pourquoi je propose que le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, soit désormais nommé pas seulement sur décision du président de la République, mais après un vote de confiance qui obligera au Parlement à l'accord de la majorité et de l'opposition pour que le Garde des Sceaux soit au-dessus des intérêts partisans.

Je propose qu'on instaure définitivement et qu'on rende désormais incontournable l'indépendance des médias et particulièrement de l'audiovisuel public dans notre pays en faisant en sorte que les présidents des chaînes de l'audiovisuel public ne puissent pas être nommés à la discrétion du président de la République, mais qu'on soit obligé de le soumettre au vote d'un conseil dans lequel seront représentés les véritables propriétaires de l'audiovisuel public qui ne sont nullement l'État, nullement le pouvoir, mais les citoyens spectateurs qui assurent la redevance qui permet à l'audiovisuel public de vivre.

Et de la même manière, je propose qu'à toutes les élections, on reconnaisse la validité du vote blanc parce que c'est important qu'un citoyen qui se déplace pour aller voter et glisser son bulletin dans l'urne voit reconnaître le caractère civique de la démarche qu'il fait. Il se reconnaît citoyen et, simplement, il dit : "l'offre politique que vous me présentez ne convient pas à la vision de l'avenir démocratique qui est le mien" !

Je proposerai enfin qu'il soit mis un terme au gaspillage éhonté qu'on connaît depuis des années dans le financement des campagnes électorales et notamment de la campagne électorale présidentielle, en faisant en sorte que le plafond de dépenses soit strictement limité et que ne soient plus données des subventions privées multiples et variées et quelquefois en réseau qui coûtent aux contribuables les deux-tiers de leur montant. Je clarifierai et j'assainirai le financement des campagnes électorales présidentielles.

Ceci se fera, si je suis élu président de la République, par référendum organisé le jour du premier tour de l'élection législative, c'est-à-dire le 10 juin. Ainsi, en quatre semaines et un dimanche, nous aurons traité la totalité des questions dont les partis principaux sont venus devant nous à différentes reprises, la main sur le cœur, pour nous expliquer qu'ils avaient l'intention de le faire, mais que ce serait pour la prochaine fois.

Nous, ce n'est pas la prochaine fois, c'est cette fois-ci !

Enfin, je veux vous dire ceci : l'ensemble de ce redressement, l'ensemble de cette reconstruction que nous avons à porter tous ensemble, cela ne peut pas se faire dans le cadre habituel dans lequel veulent nous faire vivre le principal parti de l'opposition, le principal parti de la majorité et tous ceux qui sont des défenseurs de la guerre civile éternelle entre gauche et droite. Ce que nous avons à faire est tellement important, tellement difficile qu'il faut, en effet, pour sauver le projet du Conseil national de la Résistance, retrouver les moyens et les chemins qui furent ceux du Conseil national de la résistance lui-même.

Nous avons besoin de proposer au pays que, bien sûr, nous reconnaissons qu'il y a des différences entre nous, des inspirations différentes, des gens plus à gauche, d'autres plus à droite, d'autres, heureusement très nombreux, plus au centre.

Et ces différences sont légitimes, et les valeurs qui animent chacune de ces familles de pensée sont aussi des valeurs légitimes. J'écarte les extrêmes parce que je pense que jamais dans l'histoire aucun pays ne s'est sorti des difficultés qui étaient les siennes s'il se laissait emporter par la facilité des extrêmes. Chaque fois, cela a été un malheur pour ces pays, soit dans l'extrême division, soit dans l'extrême illusion, ceux qui prétendent qu'il suffirait de changer les gouvernants pour que, tout d'un coup, les salaires soient multipliés, les postes publics soient créés par centaines de milliers, que l'on voit augmenter toutes les allocations de toute nature. Eh bien, ceux-là racontent des histoires aux Français et nous, nous sommes là pour que le peuple français ne se laisse abuser par aucun des mensonges qu'on lui propose depuis des semaines et des mois.

Mais si j'écarte les extrêmes dont chacun comprendra qu'ils sont incompatibles, incompatibles avec notre démarche, incompatibles avec la vérité que nous devons au pays, incompatibles avec le choix d'honnêteté, d'authenticité et d'équilibre que nous proposons aux Français, mais si j'écarte les extrêmes, toutes les autres grandes familles démocratiques, selon moi, sont légitimes pour participer à l'effort que la France va avoir à faire pour se reconstruire.

Je viens de dire "effort". C'est un mot qui n'est pas employé dans cette campagne électorale et moi je vous dis, c'est le mot clé. Oui, bien sûr, nous avons des efforts à conduire ! Oui, bien sûr, ces efforts vont exiger de notre peuple une mobilisation.

Ce n'est nullement du sang et des larmes comme nous le prédisent à longueur d'interview des gens qui, au fond, ont l'idée que c'est impossible de se redresser et qu'on va continuer à glisser comme on le fait sur le toboggan depuis des années.

Nous avons des efforts à conduire, mais ces efforts-là, c'est le plus grand optimisme que nous pouvons trouver pour notre avenir parce que, quand une famille, quand une entreprise, quand une communauté, quand une association sait, comprend qu'il lui suffit de faire des efforts pour s'en sortir et que, de nouveau, son horizon s'éclaire et que son avenir, notamment pour les plus jeunes d'entre eux, redevient un avenir attrayant, heureux, auquel on puisse croire, alors les efforts ne sont rien !

C'est facile de faire des efforts si on sait où on va et qu'on va s'en sortir tous ensemble.

Ce qui est désespérant, c'est d'être condamné à perdre bataille après bataille sans qu'on n'ait aucun espoir jamais de redresser la situation de son pays, c'est-à-dire la situation de sa famille.

Nous, c'est un espoir que nous portons. Effort, cela veut dire espoir. Effort, cela veut dire que nous savons où nous allons et nous allons y aller ensemble.

Je m'honore d'être le candidat qui non seulement dit la vérité sur la situation du pays, non seulement propose -je viens de vous en donner des exemples- un chemin crédible, concret, je vais encore employer un gros mot, de bons sens dont on a besoin pour se sortir de l'impasse et de l'enlisement dans lequel nous sommes, un effort concret, d'optimisme, un ressaisissement des volontés nationales, une volonté de se redresser et de rebâtir la maison que nous avons, dans de trop nombreux secteurs, laissé couler.

Voilà le programme que je présente devant vous.

C'est le plus simple, pour moi, c'est le plus optimiste, c'est le plus mobilisateur que l'on puisse concevoir, précisément dans ces moments où l'essentiel de notre héritage est menacé.

Nous sommes ceux qui allons le reconstruire et nous allons le reconstruire ensemble parce qu'il y a une chose que nous avons comprise à la suite du Conseil national de la Résistance, c'est que "Un pays uni, rien ne lui résiste" !

Merci à tous !
